

Yi Eunjeong,
*Guild Dynamics
in Seventeenth-Century Istanbul.*

Leyde-Boston, Brill, 2004, 306 p.
ISBN : 978-9004129448

L'Empire ottoman, tout comme l'Occident chrétien, connaissait les corporations, qui regroupaient les artisans par métiers ; le but était de veiller au parcours professionnel de ses membres, d'organiser l'apprentissage et parallèlement de défendre leur position sur le plan économique, enfin d'être l'interlocuteur des divers pouvoirs.

Depuis quelques années, l'histoire des corporations ottomanes suscite de nombreux travaux qui, sans remettre en cause les grandes lignes, permettent de mieux comprendre leur organisation, leur fonctionnement et leur évolution⁽¹⁾. On est encore loin d'avoir élucidé les circonstances de leur apparition et comment, en dehors de la pression économique, elles disparurent brutalement au début du xx^e siècle. Mais telle n'est pas l'ambition de cet ouvrage qui, comme son titre l'indique, concerne plus précisément le fonctionnement et l'organisation des corporations ottomanes à Istanbul au xvii^e siècle. Pour ce faire, Eunjeong Yi a recours à de nombreuses sources ottomanes, à commencer par les registres de cadis (*sicill*) d'Istanbul et de Galata entre 1620 et 1660, des ordres sultaniens (*mühimme defterleri*), des codes sultaniens (*kanunnâme*), des livres de plaintes (*şikâyet defterleri*) et bien entendu des chroniques dont l'incontournable récit d'Evliya Çelebi (1611-1682).

Dès le premier chapitre, sur les quatre que l'ouvrage comporte, l'auteur nous dresse la morphologie politique, économique et sociale de la capitale afin d'inscrire l'analyse des corporations dans ce contexte. Cela lui permet de souligner d'entrée de jeu que les corporations, loin d'être passives et sous contrôle de l'État comme l'historiographie classique a trop tendance à les présenter, n'hésitent pas à contester l'autorité de l'État sous toutes ses formes au cours du xvii^e siècle, notamment en 1651 et 1687.

Dans un deuxième chapitre, E. Y. se penche sur l'organisation et le fonctionnement des corporations en étudiant plus particulièrement la terminologie, la hiérarchie et les pratiques. Elle note qu'au xvii^e siècle, les corporations d'Istanbul ne semblent pas gérées

par des règles clairement définies et valables pour toutes, d'où leur nombre imprécis selon les sources. De même, elle constate une grande fluidité et flexibilité entre elles. C'est ainsi que les associés d'un artisan pouvaient, par exemple, être considérés comme membres à part entière de la corporation, et que la mixité confessionnelle n'était pas un obstacle au sein d'une même corporation. Mais ce système comportait des limites et ne pouvait correctement fonctionner que si tout le monde respectait les règles établies. Le travail d'E. Yi est novateur car, bien qu'on puisse regretter qu'elle n'offre pas toujours suffisamment d'exemples, elle souligne les rapports entre membres de différentes corporations. L'État veille cependant, notamment en fixant les prix (*narh*), règle que certains artisans n'hésitent pas, parfois, à transgresser.

Le troisième chapitre s'intéresse à la rhétorique employée par les membres des corporations lorsque ceux-ci comparaissaient devant le tribunal du cadi. S'il existe un discours, que l'on pourrait qualifier de « traditionaliste », cela n'empêchait pas l'introduction de nouvelles pratiques ce qui, selon l'auteur, montre que les corporations n'étaient pas aussi conservatrices et imperméables aux changements. Elles savent habilement mettre en avant la tradition pour protéger, en cas de besoins, leurs intérêts.

Enfin, la dernière partie rappelle les relations entre les autorités gouvernementales et les corporations. Grâce à l'examen des codes sultaniens (*kanunnâme*), E. Yi montre que le contrôle de l'État était permanent, mais ne s'exerçait pas de la même façon pour toutes les corporations. Le bon approvisionnement de la capitale et notamment toute la réglementation concernant l'alimentation étant des sujets sensibles pour la population, toujours prompte à la révolte, il est clair que certaines décisions de l'État avaient un caractère stratégique. De leur côté, selon leur organisation et leur représentation, certaines corporations savaient mieux plaider leurs causes que d'autres et n'hésitaient pas à adresser des plaintes ou requêtes au tribunal du cadi pour soutenir leur cause. Cette affirmation du pouvoir politique des corporations est illustrée par la révolte des artisans d'Istanbul en août 1651 qui conduit à la déposition du grand vizir Melek Ahmed Pacha et à l'exécution de l'agha des janissaires et de ses deux adjoints. Cette capacité contestataire montre que dès cette époque, les corporations n'étaient déjà plus de simples instruments entre les mains du pouvoir central. C'est certainement là la partie la plus novatrice et originale de cette étude qui porte un regard nouveau sur les pratiques des corporations et pas uniquement sur les règles qui en faisaient une institution.

L'étude d'Eunjeong Yi marque une étape importante sur notre vision quelque peu figée des

(1) Suraiya Faroqhi et Randi Deguilhem (éds), *Crafts and Craftsmen of the Middle East: Fashioning the Individual in the Muslim Mediterranean*, Londres, Tauris, 2005 ; Frédéric Hitzel, *Artisans et commerçants du Grand Turc*, Paris, Les Belles Lettres, 2007 ; Suraiya Faroqhi, *Artisans of Empire. Crafts and Craftpeople Under the Ottomans*, Londres, Tauris, 2009.

corporations, immuables, repliées sur elles-mêmes, réfractaires à tout changement et incapables de s'adapter à l'esprit de marché. De plus en plus d'études montrent d'ailleurs que l'esprit d'entreprise pouvait exister, tant pour créer de nouveaux produits que pour conquérir de nouveaux marchés, et que les femmes n'en étaient pas absentes⁽²⁾.

Frédéric Hitzel
Cnrs - Paris

(2) Fariba Zarinebaf-Shahr, « The Role of Women in the Urban Economy of Istanbul, 1700-1850 », *International Labor and Working Class History*, 60 (2001), p. 141-152; Suraiya FAROQHI, *Stories of Ottoman Men and Women*, Istanbul, Eren, 2002.